

II- Socio/stratégie

(5) Capitalisme et libéralisme

L'économie est à ce point monétarisée que la sphère financière semble déconnectée du réel. D'ailleurs, depuis plus d'un siècle, les grandes crises économiques ont été des crises financières, en 1890, en 1929 et dans l'éclatement des bulles de la fin des années 90.

Aujourd'hui, quoi que puissent en dire les détracteurs du capitalisme - les pourfendeurs des capitalistes qui seraient d'ailleurs dans la totale incapacité de vous dire de qui il s'agit, de vous les désigner -, le capitalisme semble être la seule pratique porteuse de croissance régulière à long terme. On peut penser que, soucieux d'assurer une rentabilité et de respecter le dicton « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », il ne prend pas en compte les risques à long terme, en particulier les risques écologiques, mais peut-être peut-on laisser aux politiques une plage de responsabilité...

Cherchant à comprendre le monde dans lequel nous vivons, commençons par définir les mots et les concepts utilisés. Considérez le mépris qu'affichent les dirigeants étasuniens envers les libéraux,... qui seraient à les en croire de dangereux gauchistes !

Capitalisme : régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas, en règle générale, à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail

Capitaliste : possesseur de valeurs mobilières.

Libéralisme : attitude, doctrine des libéraux, partisans de la liberté politique, de la liberté de conscience. Par opposition à socialisme et étatisme, doctrine économique classique prônant la libre entreprise, la libre concurrence et le libre jeu des initiatives individuelles.

Selon ces définitions, il n'y a aucun rapport entre ces deux notions, une économie pouvant être capitaliste et libérale, capitaliste et étatique (capitalisme d'état), non-capitaliste et libérale, non-capitaliste et étatique. On peut se demander d'ailleurs ce que c'est qu'être non-capitaliste ; ce pourrait être le coopérativisme (la propriété de l'outil de production aux utilisateurs de cet outil). Nous disions donc que le capitalisme est le seul régime qui ait permis une croissance mondiale à 3,5 % sur le long terme ; tout laisse à penser qu'il n'y a pas d'autre alternative sensée...D'ailleurs, « le monde s'enrichit à un rythme jamais connu auparavant. Les pays les plus peuplés de la planète, l'Inde et la Chine, croissent chaque année à des taux extravagants de 7 et 10 % par an »¹

¹ Richesse du monde, pauvretés des nations, Daniel Cohen, Champs Flammarion, Paris 1997

Le capital représente donc la valeur dominante de l'économie mondiale. Il s'agit bien de le faire fructifier et, pour ce faire, un très grand nombre d'institutions s'en voient confier le soin par de gros capitalistes et, surtout, par une multitude de petits capitalistes. On ne peut d'ailleurs plus, sauf à vouloir transformer la réalité, parler des capitalistes mais bien plutôt parler de populations d'actionnaires. **Les actionnaires sont au nombre de 300 millions dans le monde, soit 5 % de la population mondiale, dont la moitié sont étasuniens.** Ils possèdent 100 % de la richesse monétaire mondiale. Il se trouve que les citoyens américains ont créé les fonds de pension pour assurer des revenus confortables et assurés pour leurs vieux jours - là où d'autres pays ont opté pour les fonds de retraite par répartition -, dégageant d'énormes ressources financières à la recherche des meilleurs placements possibles.

Le problème vient de ce que les citoyens et les fonds de pension se sont trouvés dans l'incapacité de gérer eux-mêmes leurs capitaux. Ils ont donc confié leurs richesses et leurs économies à des professions intermédiaires : gestionnaires de fonds, d'actifs, de patrimoines, banques d'affaires, etc., entraînant deux conséquences inquiétantes :

- le capitalisme est désincarné, anonyme ;
- ces professions intermédiaires, en concurrence les unes avec les autres, sont amenées à privilégier la rentabilité à court terme, qui est visible, quitte à faire des impasses voire à prendre des risques inconsidérés sur le long terme.

Un exemple de fonctionnement aberrant : la bulle internet. N'importe quel observateur ayant un tant soit peu de bon sens et de connaissances économiques pouvait bien se douter qu'il y avait un problème à valoriser pour des montants faramineux un projet qui n'a pas encore vu le jour ! Ainsi Netscape a été valorisé à 80 Mds de \$ avant même d'exister, et le portail « Vis-à-vis » 80 Mns d'€ ! Réponse d'un patron d'une grande institution financière à qui un économiste de renom, en 1999, prédisait une crise prochaine : « vous avez raison mais ça ne change rien »

- Comment, ça ne change rien ! répond l'économiste avec stupeur.
- Ca ne change rien parce que nos clients ne comprendraient pas que nous quittions ces valeurs qui continuent à progresser et nous en tiendraient rigueur. Tandis que chuter en même temps que tout le monde est excusable. »

Car les professions intermédiaires ne gèrent pas leur argent, et, d'ailleurs, leurs dirigeants se gardent bien de commettre pour eux les erreurs, voire les fautes que leurs clients acceptent, de bon cœur, semble-t-il. Sans aucunement pouvoir être taxés accusés de délit d'initiés, évidemment...

Les professions intermédiaires sont à ce point obnubilées par le CT que les fonds de pension américains ont fait toutes les bêtises possibles dans la recherche de rendement, au point que la couverture des pensions est de 80 % aux USA et de 70 % en UK ! Il manque ainsi 800 Mds de \$ aux fonds de pension US, ce qui ne manifeste pas une gestion saine.

Autre aspect du problème : les institutions financières sont des entreprises plongées dans une très vive compétition, à la recherche d'innovations et de nouveaux produits. Le cas Enron est significatif : voici une entreprise qui dispose d'actifs matériels, réserves, pipe-lines, stockage, etc. et qui décide qu'elle a tout intérêt à vendre son matériel pour se centrer sur le service d'intermédiation. Enron devient un spécialiste de l'ajustement entre preneurs de risques et donneurs de risques. Pour ce faire, elle invente une multitude de produits financiers dérivés (pratiquement tout ce qui existe en la matière a d'ailleurs été inventé par Enron). Jusque là il s'agit d'une grande success story. Le problème naît de la quasi impossibilité d'annoncer à ses propres actionnaires que les chiffres seront moins bons que prévu : par le jeu des sociétés écrans, la vérité est cachée aux actionnaires, couverte par les auditeurs et les commissaires aux comptes, mais un grain de la réalité est révélé et la vérité apparaît au grand jour. Elie Cohen, dans son ouvrage « Le nouvel âge du capitalisme » montre que Vivendi a pâti de la faillite d'Enron, car au moment où l'archipel des 2700 sociétés sollicite les banquiers pour faire face à une année d'acquisitions délirantes (J Borel avait de la même manière été atteint de mégalomanie délirante, en construisant 18 hôtels la même année, en 1975), ces derniers venaient d'être échaudés !

Moyennant quoi, on peut se demander comment le monde économique a pu supporter et surmonter dix années de crises graves à raison d'une crise tous les dix huit mois. Il y a deux grandes raisons à cela, semble-t-il. La première est que les institutions financières ont l'art capital de séparer le crédit et les risques du crédit. La deuxième tient au rôle fondamental des autorités de régulation.

Prenons le cas du fonds d'arbitrage LTCM, mis en faillite en 1998. Cette société a pour 1 500 Mds de \$ d'engagements, dont la disparition peut entraîner une crise majeure. La FED, sous l'impulsion d'Alan Greenspan, convoque les institutions financières de la place de New-york et leur demande de se répartir le fardeau, tout en leur offrant la garantie des risques.

Ainsi, semble-t-il, il y aurait une course entre les innovations sur les produits dérivés et les autorités de régulation. Elie Cohen en déduit que les crises majeures proviennent d'une « faillite » des autorités de régulation, qui profitent de chaque crise pour progresser. Enron a été l'occasion de raidir le contrôle de la vérité des chiffres.

Est-ce à dire qu'il n'y aura plus de grande crise financière dans les années à venir ? En tous cas, on sait qu'une crise grave réside dans le couple diabolique sino-américain. Les étasuniens n'épargnent plus et consomment au-delà de leurs ressources ; ils produisent moins et achètent en masse à l'étranger (en Chine) ; de l'autre côté, les chinois travaillent, produisent et vendent ; ils ont ainsi d'énormes excédents commerciaux et financiers (les réserves chinoises sont supérieures à 900 Mds de \$) avec lesquelles ils achètent des bons du trésor américains, qui ne leur rapportent rien, hormis le fait que les américains empruntent pour leur acheter leurs produits. Combien de temps

ce cycle infernal va-t-il durer ? Autant que les Chinois y trouveront un intérêt et le décideront, disent les spécialistes...

Mais cela, tous les banquiers et les experts le savent, et ils se sont couverts. Les actionnaires et les fonds de pension ne sont pas couverts, eux.

Donc, le capitalisme continue à vivre de sa belle vie, et l'économie mondiale en profite. Pourtant Patrick Artus et Marie-Paule Virard nous mettent en garde devant la courte vue de ce « capitalisme sans projet, qui ne fait rien d'utile de ses milliards...et qui exige des entreprises des résultats beaucoup trop élevés » (de l'ordre de 17 % en 2005 !). André Comte-Sponville rappelle fort utilement que l'ordre économique a une dynamique qui fera tout ce qui est possible pour maximiser ses gains, sans aucune morale ni humanité, et que le seul garde-fou est d'ordre politique.

Le politique... est le domaine des pays, ou des communautés. Or il a abdiqué, en grande partie par démagogie. Là où les finances publiques sont saines, l'Etat peut agir pour renforcer les points forts et répartir les richesses acquises sur ses populations défavorisées. Lorsque les finances de l'Etat sont exsangues, les pouvoirs publics n'ont aucune marge de manœuvre. C'est ce qui se passe dans la « vieille Europe », qui manifeste d'une façon criante que la pauvreté n'est plus l'affaire de nations mais qu'elle traverse les dites nations, ainsi que le montre Daniel Cohen dans « Richesse du monde, pauvreté des nations ».

Pour finir avec ce chapitre sur le capitalisme, notons qu'une enquête mondiale montre que la majorité de la population du globe est favorable au capitalisme, même si elle estime qu'il faut le contrôler. Tous les pays du monde sauf un... la France ! qui demeure, si l'on en croit Jean-François Revel, « le dernier pays marxiste du monde ». Il est vrai que les fonctionnaires représentent 25 % de la population active et qu'il y en a donc au moins un par famille...Rude enjeu pour notre cher pays que d'accepter l'économie de marché et de transférer aux sociétés privées, qui savent créer des richesses, toutes les activités non régaliennes, à l'exclusion donc de la justice, de la police et de la défense. Notre société centralisée depuis Colbert aurait-il une culture étatique, donc anti-libérale ? Ceci nous amène à réfléchir sur le libéralisme, ce qui sera l'objet d'un prochain article.